



DOSSIER : N° PC 030 264 25 00005

Déposé le : **13/11/2025**

Dépôt affiché le : **13/11/2025**

Complété le : **07/01/2026**

Demandeur : **Monsieur GRAMMATICO Romain et Madame CLOT Manon**

Nature des travaux : **Construction d'une maison individuelle avec garage et piscine**

Sur un terrain sis : **Route du Château d'Eau à SAINT-JEAN-DE-CEYRARGUES**

Référence cadastrale : **B 1076**

Surface de plancher autorisée : **115,16m²**

Destination : **Habitation - Logement**

ARRÊTÉ 2026-08

accordant un permis de construire

au nom de la commune de SAINT-JEAN-DE-CEYRARGUES

Le Maire,

VU la demande de permis de construire présentée le 13/11/2025 par Monsieur GRAMMATICO Romain et Madame CLOT Manon pour la construction d'une maison individuelle avec garage et piscine, sur un terrain situé Route du Château d'Eau à SAINT-JEAN-DE-CEYRARGUES (30360) ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants ;

VU l'article L442-14 du Code de l'urbanisme «*Lorsque le lotissement a fait l'objet d'une déclaration préalable, le permis de construire ne peut être refusé ou assorti de prescriptions spéciales sur le fondement de dispositions d'urbanisme nouvelles intervenues depuis la date de non-opposition à la déclaration préalable, et ce pendant cinq ans à compter de cette même date.*» ;

VU la déclaration préalable n °DP 030 264 22 00006 ayant autorisé la création du terrain à bâtir (lot A) sur lequel le présent permis de construire est déposé, en date du 21/03/2023 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 05.10.2007 ;

VU le règlement des zones **A et UCv (projet)** du PLU ;

VU la marge de recul de 15 mètres de part et d'autres de l'axe de la voie au Nord du lot ;

VU l'avis de Régie des Eaux de l'Agglomération Alésienne (REAAL), gestionnaire du réseau d'eau potable en date du 01.12.2025 ;

VU l'avis d'ENEDIS, gestionnaire du réseau d'alimentation électrique basse tension en date du 22.12.2025 ;

VU l'avis du Service Assainissement d'Alès Agglomération, gestionnaire du réseau d'assainissement en date du 01.12.2025 ;

ARRÊTE

Article 1

Le présent Permis de Construire est **ACCORDE** sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

Article 2

Accès : Les pétitionnaires devront obligatoirement obtenir auprès de la commune une permission/autorisation de voirie afin d'aménager l'accès sur le chemin du Valat du Rat. La future construction pourra se raccorder aux réseaux selon les prescriptions suivantes :

- Eaux usées : Possibilité de raccordement au réseau public d'assainissement qui passe sur la rue du Valat du Rat. Une pompe de relevage pourra être nécessaire. La boîte de branchement sera posée en limite du domaine public et privé.
Eau potable : Possibilité de raccordement au réseau public sur la conduite DN 53/63mm PVC située sur la du Valat du Rat. Le compteur sera posé en limite du domaine public et privé.
- Électricité : La puissance de raccordement pour laquelle ce dossier a été instruit, à savoir 12 kVA monophasé. Le raccordement de ce projet au réseau public d'électricité pourra entraîner des frais de raccordement et d'extension, qui seront mis à la charge des titulaires de la présente autorisation, conformément aux dispositions de l'article L. 332-17 du Code de l'urbanisme.

Article 3

Prescriptions piscine :

- Assainissement : La vidange du bassin ne pourra se faire qu'après neutralisation totale du désinfectant, avant rejet dans le pluvial ou dans un caniveau naturel. Le débit d'eau en résultant ne doit pas perturber le milieu récepteur. Les eaux de lavage et de rinçage du système de filtration devront être évacuées au réseau d'eaux usées.
- Sécurité des piscines : L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que les piscines enterrées non closes privatives à usage individuel ou collectif installées après le 1er janvier 2004 doivent être pourvues d'un dispositif de sécurité normalisé visant à prévenir les risques de noyade. A compter de cette date, le constructeur ou l'installateur d'une telle piscine doit fournir au maître d'ouvrage une note technique indiquant le dispositif de sécurité normalisé retenu.

SAINT-JEAN-DE-CEYRARGUES, le 27/02/2026

Le Maire, **Georges DAUTUN**



Retrait gonflement des argiles : la parcelle étant en zone moyennement/fortement exposée il est demandé de faire réaliser une série d'études géotechniques définissant les dispositions constructives et environnementales nécessaires pour assurer la stabilité des bâtiments vis-à-vis du risque de tassement différentiel et couvrant les missions géotechniques de type G1 et G2 au sens de la norme afnor NF P94-500 du 30/11/2013 afin de déterminer les conditions précises de réalisation, d'utilisation et d'exploitation du projet au niveau de la parcelle. Porter A Connaissance (PAC) du 22 juillet 2020.

Depuis le 1er janvier 2024, le pétitionnaire est informé qu'il devra fournir à la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) un document attestant du respect des règles relatives aux risques liés au terrain argileux. Ce document doit être établi par un contrôleur technique agréé, un bureau d'étude agréé, en fonction de la catégorie de bâtiments au sens de L. 122-12 du CCH. Par dérogation, pour les maisons individuelles, ce document, lorsqu'il est requis en application du présent article, peut être établi par tout constructeur au sens de l'article L. 1792-1 du Code Civil.

Risque sismique : zone d'aléa faible (niveau II)

DAACT : lors du dépôt de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) des attestations certifiant du respect de certaines règles de construction pourront être demandées en fonction de la destination du projet et des caractéristiques du terrain d'assiette. Les pétitionnaires sont donc invités à prendre connaissance de l'ensemble des pièces exigibles listées au CERFA n°13408

NOTA BENE : La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes et de participations d'urbanisme. A l'issue des travaux, une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux pour le calcul des impositions. La déclaration est à effectuer sur l'espace sécurisé depuis le site www.impot.gouv.fr

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux, la saisine peut être effectuée par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr ou d'un recours gracieux auprès de son auteur, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

I. Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la transmission de la décision attaquée. Le tribunal administratif peut être saisi directement en vous déplaçant sur site, par voie postale ou par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

II. Il peut également dans un délai d'un mois suivant la date de sa notification, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

III. Par ailleurs, conformément à l'article L 412-2 du code des relations entre le public et l'administration, un recours administratif préalable peut être obligatoire lorsque le projet- situé en abords de monuments historiques - a été refusé ou comporte des prescriptions qui sont la traduction du refus d'accord ou des conditions exprimées par l'architecte des bâtiments de France. "

IV. Conformément à l'article L .600-12-2 du code de l'urbanisme, le délai des recours contentieux - mentionné ci dessus au I. - contre une décision n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours hiérarchique (III.) ou gracieux (II.)

V. Dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.